

Le Budget—L'hon. B. Bouchard

viens au secteur aérien qui, comme vous le savez, a fait face ces dernières années à une croissance fulgurante. Tellement, monsieur le Président, que j'en passe des feuilles!

Les transporteurs aériens ont fait ce qu'il fallait. Ils ont été extrêmement novateurs, ils ont remplacé les équipements désuets, ils ont changé les niveaux de service et leur stratégie d'exploitation. Ils ont mis, en outre, en place de nombreux moyens d'améliorer l'efficacité du système.

Maintenant, monsieur le Président, cet accroissement a aussi eu sa rançon. Il en est résulté un profond problème d'encombrement. L'industrie nous demande constamment d'accroître la capacité des installations aéroportuaires, d'autoriser un plus grand nombre d'aéronefs au décollage et à l'atterrissage et d'accorder la priorité aux vols commerciaux.

Cette croissance du trafic aérien a ainsi provoqué certaines inquiétudes du public, notamment en matière de sécurité, de pollution sonore, également au niveau des services et des prix des voyages.

Mais il faut dire que la réponse au problème que pose l'accroissement du trafic aérien doit tenir compte des préoccupations et des intérêts divergents. Toutefois, nous n'avons pas l'intention de ménager la consultation, aussi bien auprès de la population que de l'industrie, pour trouver des réponses et des solutions.

[Traduction]

La ministre d'État chargée des Transports (M^{me} Martin) et moi-même avons rencontré de nombreux groupes et particuliers de la région de Toronto, au sujet de la congestion à l'aéroport international Pearson. La construction de l'aérogare n° 3 diminuera une partie de la congestion et des inconvénients, mais il restera des problèmes. Nous préparons une stratégie générale relative aux problèmes que connaissent les voyageurs aériens dans le sud-ouest de l'Ontario. La même méthode sera utilisée pour trouver des solutions aux problèmes de l'aéroport international de Vancouver.

Les initiatives que nous proposons et que nous présenterons dans quelques mois, seront dictées par les impératifs du budget et par la volonté accrue de garantir la sécurité et l'efficacité du transport aérien.

Il y a beaucoup d'autres points que j'aimerais aborder ici, mais ce qui importe, c'est de considérer les faits et la réalité des mesures contenues dans le discours du budget.

[Français]

Monsieur le Président, le gouvernement a su démontrer que tout en préparant l'avenir, nous n'avons pas négligé les nécessités essentielles du présent.

J'ai invité les Canadiens à regarder les faits, je les invite aussi, pour juger de ce Budget, à prendre en considération l'esprit dans lequel il a été fait. Si nous posons aujourd'hui des gestes difficiles, c'est parce que nous gérons un héritage qui nous a été légué par d'autres. Personnellement, je ne souhaite pas laisser aux gouvernements de l'avenir un héritage fiscal comme celui que nous avons trouvé en 1984 et avec lequel nous devons compter encore pendant de nombreuses années.

Nous sommes persuadés, et nous l'avons démontré dans le passé, qu'une gestion responsable des finances publiques vaut beaucoup mieux qu'une politique à courte vue. Ce dont il est question ici, monsieur le Président, c'est de décider si nous souhaitons maintenir le Canada que nous connaissons et qui fait notre fierté: un pays engagé dans la croissance, dans la réduction des inégalités, dans la compassion à l'égard des moins nantis, un pays qui veut faire face avec fermeté et générosité aux défis de l'environnement, de la paix, et de l'ouverture sur le monde.

Ces défis ne sont pas seulement ceux d'un gouvernement, monsieur le Président. Ils sont ceux de toute une génération de Canadiens qui, dans chaque domaine de leur vie, ont une responsabilité fondamentale: celle de laisser à leurs enfants toutes les chances de développement dont nous, nous avons profité.

• (1150)

[Traduction]

M. Allmand: Monsieur le Président, nous voyons encore une fois ce matin un ministre appuyer le budget en affirmant qu'il est nécessaire pour combattre le déficit. Je veux demander au ministre, qui faisait partie du Cabinet avant les élections, où donc il se trouvait pendant la période pré-électorale l'été dernier et pendant la campagne électorale lorsque le gouvernement faisait des promesses et prenait des engagements dont la réalisation entraînerait des dépenses de 17 milliards de dollars. Le gouvernement n'a pas parlé de déficit pendant la campagne électorale ni de la nécessité de sabrer dans les programmes de pensions de vieillesse, d'allocations familiales ou d'assurance-chômage. En fait, le gouvernement a dit tout le contraire durant toute cette période. Il n'a pas alarmé le pays avec le problème de la dette ou du déficit. Ce n'est qu'immédiatement après les élections que les conservateurs ont découvert le déficit, pour proposer ensuite dans le budget dont la Chambre est saisie des hausses massives d'impôt et des coupures draconiennes à des programmes importants pour les Canadiens.

Je voudrais donc demander sans détour au ministre, qui fait partie du Cabinet depuis trois ou quatre ans et qui en faisait tout particulièrement partie pendant la période pré-électorale l'été dernier et pendant la campagne électorale, s'il affirme aux Canadiens et à la Chambre qu'il n'était pas au courant du déficit, ni de la dette nationale, ni de la nécessité de réduire les dépenses et de s'attaquer